



Nouvelle Constitution

Maître Tchassona Traoré dit la vérité qui ne plaît pas

Dans le sillage d'Antoine Folly, maître Tchassona Traoré, président du Mouvement citoyen pour la démocratie et le développement (MCD), a récemment ramené ses collègues de l'opposition à la réalité. Malheureusement, la vérité qu'il leur dit ne plaît pas ...



PAGE 3

CAMP CLIMAT JEUNES AFRIQUE



PIA

Une responsabilité sociétale de l'Entreprise en soutien à l'action climatique

Engagée dans le développement industriel du Togo, la PIA filiale du groupe Arise IIP reste sensible aux préoccupations environnementales en agissant sur le levier de sa responsabilité sociétale. C'est dans ce sens que le groupe soutient divers projets dont notamment en août dernier la 3ème édition du Camp climat jeunes Afrique (CCJA).

PAGE 5

PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

Les témoignages de madame Kéto-Gnassia Finè, Bénéficiaire du produit APSEF

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des bénéficiaires des produits FNFI", Togo Matin, votre Journal vous conduit à Lomé, dans la région Maritime pour mettre sous les feux de la rampe les témoignages de madame Kéto-Gnassia ...

PAGE 2

ECONOMIE

Recettes fiscales

Le Fonds monétaire international note les avancées du Togo

Les efforts du Togo en matière de politique fiscale et de gestion économique ont été appréciés par le Fonds monétaire international (FMI). Grâce à ...

PAGE 5



Rentrée scolaire

La reprise sous le signe de l'acquisition des compétences réelles

Le lundi 16 septembre 2024, les élèves du Togo rejoindront leurs classes dans le cadre de la rentrée académique 2024-2025. Pour sa part, le personnel enseignant et d'encadrement est arrivé au poste le lundi 9 septembre 2024 dans le cadre de la rentrée pédagogique. Le gouvernement a fait plusieurs annonces qui permettront de faire un saut qualitatif en faveur du système éducatif.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Année scolaire 2024-2025 : rentrée pédagogique pour les enseignants et personnel administratif

Au Togo, l'école reprend ses droits au titre de l'année scolaire 2024-2025. A une semaine de la reprise générale des classes, le personnel d'encadrement (enseignant et administratif) a effectué lundi 09 septembre, sa rentrée pédagogique sur toute l'étendue du territoire.

Cette reprise anticipée, introduite depuis 2020 dans le système éducatif national, doit permettre de préparer au mieux le terrain pour un bon démarrage des activités, évitant ainsi les tâtonnements généralement observés en début d'année.

Pendant une semaine, enseignants, inspecteurs, ou encore conseillers pédagogiques seront formés sur plusieurs modules pédagogiques, et la prise en main des nouveaux outils d'enseignements.

« Il est question de rappeler aux collègues la mission du personnel d'encadrement, et la décliner au niveau des chefs d'établissements, afin d'avoir une éducation réussie », a expliqué dans ce sens Ezzo Assiah, inspecteur des enseignements préscolaire et primaire.

3ème édition de la Semaine de l'Enseignement technique et professionnel

Les lauréats outillés sur l'élaboration et l'exécution d'un projet entrepreneurial

Pour permettre aux élèves de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle d'éclorer leur savoir-faire en devenant de vrais acteurs de développement, le gouvernement ne manque pas d'initiatives. Dans le cadre de la 3ème édition de la Semaine de l'Enseignement technique et professionnel, ...



PAGE 11

	SOMMAIRE	<p>Côte d'Ivoire/Présidentielle 2025 Simone Gbagbo conseille Laurent Gbagbo de se désister en sa faveur au 2e tour</p>  <p>P 4</p>	<p>Togo Résultats et défis des droits sociaux humains</p>  <p>P 6&7</p>	<p>Changement climatique L'Afrique demeure une victime innocente marginalisée</p>  <p>P 10</p>
---	-----------------	--	--	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Les témoignages de madame Kéto-Gnassia Finè, Bénéficiaire du produit APSEF

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des bénéficiaires des produits FNFI", Togo Matin, votre Journal vous conduit à Lomé, dans la région Maritime pour mettre sous les feux de la rampe les témoignages de madame KETO-GNASSIA Finè, Bénéficiaire du produit APSEF du Fonds National de la Finance inclusive. Reportage...

Lomé, quartier Bè-Kpota. Nous sommes lundi, et comme c'est le cas pour tous les lundis du mois, la Mutuelle ASJD, une Institution de Microfinance Partenaire du FNFI dans la distribution des produits a rendez-vous avec plusieurs groupements bénéficiaires des différents crédits du Fonds. Objectif, les sensibiliser davantage à mieux exercer leurs activités génératrices de revenus, à cultiver l'épargne et à bien s'organiser pour pouvoir faire face au remboursement des crédits sans difficultés. Ce jour, c'est une séance de sensibilisation sur le remboursement des crédits FNFI qui est au menu des discussions. Après quelques conseils pratiques de l'agent en charge de la sensibilisation, parole est donnée aux femmes afin que chacune puisse partager ses témoignages, des cas d'école, mais aussi et surtout des inquiétudes afin de trouver des approches de solutions.

Dans cette foule compacte de bénéficiaires réels et potentiels des différents crédits du Fonds, nous décidons de nous approcher d'une bénéficiaire réelle, l'air

sérieuse en suivant avec une attention presque religieuse les conseils de l'agent de crédit, Madame KETO-GNASSIA Finè a aujourd'hui plus de 60 ans. Sa vie se résume aux petites activités génératrices de revenus qu'elle exerce depuis tant d'années. Quand on lui pose la question de l'impact du crédit APSEF qu'elle a reçu, c'est avec spontanéité qu'elle répond.

" Depuis ma jeunesse, j'ai exercé toutes sortes de petites activités. Vente de céréales, de légumes, de poissons séchés, de petits poissons... Je me suis épanoui avec cette batterie de petites activités réalisées. Mais comme vous savez ; je prends de l'âge et je n'ai plus assez de force et d'énergie pour faire une activité complexe. Après deux années de repos, j'ai alors décidé de me reprendre en main en exerçant une petite activité ponctuelle. Je n'avais pas besoin de beaucoup d'argent, juste une petite somme qui puisse me permettre de démarrer. C'est ainsi que j'ai commencé à me renseigner auprès de mes voisines pour voir quelles pouvaient être les opportunités pour moi

de pouvoir avoir accès au microcrédit pour pouvoir me lancer. De sources d'informations en sources d'informations, j'ai commencé à participer tous les jeudis,



Madame Kéto-Gnassia Finè

ici à Bè, aux différentes séances de sensibilisations qu'organise la Mutuelle ASJD. Après plusieurs séances de renforcement de capacités, l'institution nous a recommandé de nous constituer en un groupe solidaire de 4 à 6 personnes. Chose que nous avons faite aussitôt. Nous avons encore fait quelques séances et nous avons obtenu une première tranche de crédit.

Personnellement j'ai eu droit à une première tranche de 30.000 FCFA. J'avais alors en tête de vendre des bananes fumées. J'aimais bien cette activité, car vu mon âge et mon état de santé, je n'aurais pas à trop dépenser en énergie pour pouvoir réaliser cette activité."

La vocation du crédit APSEF

je me suis mise à l'œuvre. Devant ma maison, j'avais déjà une baraque. Il me fallait simplement acheter quelques régimes de bananes plantins et le tour est joué. Trois jours seulement après l'obtention du crédit, mon activité était déjà opérationnelle. Tôt le matin déjà à 9 heures, je commence mon activité, et je peux vous assurer qu'en moyenne par jour, je vends presque 3 régimes de bananes plantins frites. Je m'en sors plutôt bien et chaque jour et je mets de côté une petite somme. A la fin de la semaine, je compile et cela me permet de payer ma redevance hebdomadaire. De cette manière, je suis sûr d'être en règles avec les histoires de remboursement.

"Aujourd'hui notre interlocutrice mesure toute l'importance du microcrédit dans le vécu quotidien des personnes à faible revenus, pour elle c'est un sentiment de satisfaction d'être dans la chaîne de l'inclusion financière.

" Je suis très heureuse et je ne peux que remercier le FNFI pour s'être totalement engagé à soutenir les hommes et femmes pauvres à faibles revenus qui veulent entreprendre une activité génératrice de revenus."

" Une fois le crédit obtenu,

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web :
Carlos Amevor
Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Attipoe Edem Kodjo
Edy Alley
Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Rentrée scolaire

La reprise sous le signe de l'acquisition des compétences réelles

Le lundi 16 septembre 2024, les élèves du Togo rejoindront leurs classes dans le cadre de la rentrée académique 2024-2025. Pour sa part, le personnel enseignant et d'encadrement est arrivé au poste le lundi 9 septembre 2024 dans le cadre de la rentrée pédagogique. Le gouvernement a fait plusieurs annonces qui permettront de faire un saut qualitatif en faveur du système éducatif.



Une élève et son enseignant en plein apprentissage

Il y a quelques jours, les autorités en charge de l'éducation étaient face à la presse pour lui exposer les préparatifs qui sont en cours pour une rentrée scolaire réussie. Le ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage Isaac Tchiakpe a évoqué les évolutions dans son département. « Nous allons ouvrir sept nouvelles universités, construire 43 salles de classe supplémentaires et étendre le Centre de formation aux métiers de l'industrie (CFMI) », a-t-il annoncé. Il a également précisé que 48 nouveaux établissements d'enseignement technique seront créés à travers le pays, avec l'objectif d'améliorer la qualité de la formation pour répondre aux besoins du marché du travail. De son côté, le

ministre des Enseignements primaire et secondaire, le professeur Dodzi Komla Kokoroko a rappelé les deux projets prioritaires de son ministère : l'amélioration des infrastructures scolaires (P9) et la qualité de l'enseignement (P10).

« L'éducation est une priorité nationale. Nous nous efforçons d'offrir aux élèves une formation de qualité, adaptée aux réalités du marché du travail », a-t-il déclaré.

Il a par ailleurs souligné la mise en œuvre de la décision interdisant l'usage des téléphones portables dans les établissements scolaires, mesure dont l'application sera rigoureuse selon le ministre. Cette disposition fait couler beaucoup d'encre et de salive. Les adeptes de l'adaptation aux nouvelles technologies pensent

que c'est un recul. Mais, il faut préciser que cette utilisation est interdite aux heures d'école.

Et puis, il est prévu l'utilisation des objets numériques quand la situation l'exige, mais sous bonne surveillance. Le gouvernement a réaffirmé son engagement à améliorer les conditions de travail des enseignants, notamment par le lancement d'un concours de recrutement qui vise à résoudre la problématique des Enseignants volontaires (EV) et à renforcer les effectifs du corps enseignant. « Ce concours permettra de circonscrire définitivement la question des EV », a affirmé le professeur Kokoroko.

Il a ajouté que l'État togolais maintient la gratuité de l'enseignement primaire, et que le budget alloué à l'éducation figure parmi les plus importants du pays. Pour le gouvernement, cette rentrée scolaire 2024-2025 s'annonce sous de bons auspices, grâce à des réformes et des investissements conséquents. « L'école de la République est toujours debout », a martelé le ministre Kokoroko. Chaque parent, mais aussi chaque élève doivent aussi assumer leurs responsabilités.

Alors que la rentrée pédagogique est en cours, le ministre Kokoroko

apporte de nouveaux éclairages sur la nouvelle année scolaire. « Placée sous le thème "Une école au service des compétences réelles de la vie", elle est une année d'action, nous engageant tous, chacun à son niveau et selon ses compétences, pour bâtir ensemble un système éducatif fort et de qualité », a-t-il écrit dans une circulaire rendue publique le lundi 9 septembre 2024.

« Confiants en cet engagement de tous et ayant foi en nos capacités de réussir ensemble grâce aux efforts du gouvernement, sous l'autorité de Son Excellence monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, président de la République, cette année scolaire 2024-2025 repose sur les projets de la Feuille de route gouvernementale, notamment les projets P9, P10 et P11, et le bilan de la mise en œuvre des orientations de l'année scolaire 2023-2024 », a indiqué le ministre.

Dans le cadre des nouvelles orientations, le gouvernement introduit une dynamique axée sur le concept « Un élève, un projet scolaire personnel ». Chaque établissement sera désormais encouragé à élaborer des projets concrets découlant des apprentissages, impliquant activement les élèves dans des activités pratiques et innovantes. Les élèves

seront amenés à monter un système d'énergie solaire pour l'éclairage d'au moins une salle de classe, en appliquant les manipulations en électricité apprises en cours.

Ils pourront également fabriquer des filtres à eau afin de résoudre le problème de l'eau potable, notamment après des activités sportives. D'autres initiatives incluent la création de jardins potagers durables, et le reboisement avec des espèces végétales appropriées. Dans cette optique, les surveillants généraux ont été formés pour agir désormais comme des Conseillers principaux d'éducation (CPE).

« Avec cette nouvelle approche, ils sont tenus d'assurer la discipline, l'autodiscipline, et d'accompagner les élèves dans la réussite de leurs projets scolaires personnels. Cette action, selon les prévisions, devrait réduire l'échec scolaire, les violences de toutes sortes et la déperdition scolaire », a expliqué le professeur Dodzi Kokoroko.

« Cette année sera une année d'action, engageant chacun à son niveau et selon ses compétences, pour bâtir ensemble un système éducatif fort et de qualité », a fait observer le ministre.

Edem Dadzie

Nouvelle Constitution

Maître Tchassona Traoré dit la vérité qui ne plaît pas

Dans le sillage d'Antoine Folly, maître Tchassona Traoré, président du Mouvement citoyen pour la démocratie et le développement (MCD), a récemment ramené ses collègues de l'opposition à la réalité. Malheureusement, la vérité qu'il leur dit ne plaît pas à beaucoup d'entre eux.

« Réveillons-nous pour comprendre que le train est déjà parti. Pensons à ce que nous pouvons faire pour obtenir nous aussi la majorité et changer la donne », affirme maître Tchassona Traoré. Antoine Folly de l'Union des démocrates socialistes (UDS-Togo) a dit la même chose il y a quelques semaines. Nicodème Habia du parti Les Démocrates l'a accusé d'être un opposant au service du régime.

Tchassona Traoré va aussi certainement récolter les mêmes attaques. D'ailleurs, dans la vidéo où il s'en

prenait à Antoine Folly, Nicodème Habia a traité Tchassona Traoré aussi de traître. Selon lui, il fait partie des personnes qui ont empêché la Coalition des 14 (C14) de parvenir à ses fins. Mais, que voulait la C14 ? Le départ de Faure Gnassingbé sans délai ? C'est de la pure comédie.

Au Togo, les dirigeants de l'opposition ont tenté de faire partir Faure Gnassingbé, mais en vain. Dans le cadre de la C14, les négociations ont abouti à des résultats acceptables. Il revenait aux opposants de s'organiser pour aller aux

législatives de décembre 2018. Même si elle n'arrivait pas à obtenir la majorité, l'opposition était dans une situation qui lui aurait



Maître Tchassona Traoré

permis d'obtenir un score à la hauteur des enjeux. Elle aurait alors eu

l'occasion de peser dans la balance lorsqu'il s'agira de faire des réformes majeures comme celle touchant la Constitution.

Aujourd'hui, elle ne peut que regretter. Que voulait-elle ? Que l'on lui donne le pouvoir

sur un plateau d'argent ou d'or ? L'inconséquence, les tergiversations, et l'inconstance de l'opposition depuis 2018 sont à la base de ce qu'elle vit aujourd'hui.

Alors qu'ils auraient pu anticiper la situation qui prévaut aujourd'hui, les leaders ont évolué dans l'amateurisme, et veulent que des Togolais les accompagnent encore dans leurs errements ? Le vin est tiré et il faut le boire jusqu'à la dernière goutte. Si certains pensent pouvoir ramener l'ancienne Constitution, alors bonne chance à eux. Les Togolais les observent attentivement !

TM

Algérie/Réélection du président sortant

Le faible taux de participation qui exprime un boycott des Algériens

Malgré un taux de participation officiel avoisinant les 48%, l'écrasante victoire d'Abdelmadjid Tebboune à l'élection présidentielle algérienne du 8 septembre soulève davantage de questions qu'elle n'apporte de réponses. La réélection du président sortant, avec un score triomphal de 94,65% des voix, semble davantage refléter un paysage politique verrouillé qu'un véritable plébiscite populaire.



Alors que l'Autorité électorale se félicite de la "maturité électorale du peuple", des voix discordantes s'élèvent, dénonçant des irrégularités et un processus électoral biaisé. Abdelali Hassani, candidat islamiste modéré, a pointé du doigt des "pressions" exercées sur les bureaux de vote pour gonfler artificiellement les résultats, notamment le

taux de participation. Cette accusation fait écho aux critiques formulées lors de la précédente élection présidentielle de 2019, marquée par un faible taux de participation (moins de 40%) et un contexte de contestation sociale intense lié au Hirak.

Ce mouvement prodémocratie, né en 2019, réclamait un changement radical du système

politique algérien. Si le Hirak a perdu de sa vigueur ces derniers mois, l'ombre de ses revendications plane lourdement sur cette élection. L'absence de candidats de poids face à Tebboune, le soutien de formations politiques acquises au pouvoir et les conditions de la campagne électorale ont contribué à créer un climat de défiance et de désintérêt parmi la population.

Cette réélection pose ainsi la question de la légitimité du pouvoir algérien et de sa capacité à répondre aux aspirations démocratiques de sa population. Le faible taux de participation, malgré les efforts déployés pour mobiliser les électeurs, montre un profond malaise et une fracture persistante entre le peuple et ses dirigeants. Au-delà de cette victoire annoncée, le gouvernement algérien est confronté à un défi majeur : reconstruire la confiance et engager un dialogue sincère avec sa population pour apaiser les tensions et répondre aux aspirations profondes de changement qui ont nourri le Hirak.

T.M.

Soudan/Sécurité

Le Soudan refuse une force d'intervention de l'ONU

Les autorités soudanaises, désormais basées à Port Soudan à l'est du pays, ont catégoriquement rejeté la proposition des Nations unies visant le déploiement d'une force d'intervention "impartiale" pour la protection des civils. Cette décision a été annoncée dans un communiqué officiel publié dans la nuit de samedi à dimanche, le 8 septembre.

Le ministère des Affaires étrangères du Soudan a contesté les recommandations du rapport du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, qui suggère non seulement un embargo sur les armes mais aussi l'établissement d'une force d'interposition. Selon le communiqué, le rôle du Conseil devrait être de « soutenir le processus national plutôt que de chercher à imposer un mécanisme extérieur ». Les autorités

soudanaises ont également accusé l'organisation internationale d'agir comme un organe politique illégal.

Le contexte de cette décision s'inscrit dans le conflit interne qui déchire le Soudan depuis le 15 avril 2023, opposant les forces loyalistes au général al-Burhan et les milices du FSR. Un rapport d'experts de l'ONU, publié le 6 septembre, a documenté "une série effroyable de violations des droits de l'Homme et de crimes internationaux", qualifiant certains actes de "crimes contre l'humanité", imputables aux deux camps en guerre.

Roland Marchal, chercheur spécialiste de la corne de l'Afrique, a exprimé des doutes sur l'efficacité d'une force d'interposition

dans le contexte actuel du Soudan. Dans une interview accordée à RFI, il a souligné l'absence de négociations politiques entre les factions en conflit, suggérant que toute nouvelle force sur le terrain serait principalement occupée à se défendre contre les menaces locales, une critique souvent formulée à l'encontre des missions de paix des Nations unies en Afrique.

Cette situation complexe met en lumière les défis de l'intervention internationale dans les conflits internes, où la neutralité et l'efficacité des forces d'interposition sont souvent mises à l'épreuve par des dynamiques locales et des intérêts divergents.

T.M.

Côte d'Ivoire/Présidentielle 2025

Simone Gbagbo conseille Laurent Gbagbo de se désister en sa faveur au 2e tour

Dans un entretien exclusif avec France 24, Simone Ehivet Gbagbo, fondatrice du Mouvement des Générations Capables (MGC), a partagé ses perspectives sur l'élection présidentielle ivoirienne prévue pour octobre 2025. L'ancienne première dame, qui a lancé son parti il y a deux ans, se positionne en opposition directe au président actuel, Alassane Ouattara.



Simone Gbagbo

Simone Gbagbo a exprimé son souhait que si elle se trouve en tête des opposants au premier tour, son ancien époux, Laurent Gbagbo, ainsi que d'autres candidats de l'opposition, se désistent en sa faveur. "Si je suis en tête, je pense qu'il serait stratégique et bénéfique pour notre cause commune que Laurent et d'autres se retirent pour unir nos forces contre le pouvoir en place," a-t-elle déclaré.

Cette déclaration intervient dans un contexte où la révision des règles électorales est un sujet chaudement débattu en Côte d'Ivoire. Simone Gbagbo a souligné l'importance d'une réforme électorale pour garantir la transparence et l'équité des prochaines élections. « Nous devons nous assurer que les élections reflètent véritablement la volonté du peuple ivoirien. Sans réformes, il y a un risque que le processus soit

entaché de doutes, » a-t-elle ajouté.

Le MGC, sous la direction de Simone Gbagbo, se présente comme une alternative nouvelle et dynamique, qui cherche à rallier les jeunes et les électeurs déçus par les partis traditionnels. Toutefois, la question du désistement, surtout en ce qui concerne une figure aussi emblématique que Laurent Gbagbo, reste incertaine et dépendra largement des dynamiques politiques et des négociations internes à l'opposition.

Femme politique ivoirienne née en 1949, Simone Ehivet Gbagbo a été la première dame de Côte d'Ivoire de 2000 à 2011, lors du mandat de son époux, Laurent Gbagbo. En 2021, elle a lancé son propre parti, le Mouvement des générations capables (MGC), en opposition au président Alassane Ouattara.

T.M.

Recettes fiscales

Le Fonds monétaire international note les avancées du Togo

Les efforts du Togo en matière de politique fiscale et de gestion économique ont été appréciés par le Fonds monétaire international (FMI). Grâce à une mobilisation plus importante des ressources par les actions de l'État, l'institution de Bretton Woods admet dans une note récente que le pays a réussi à améliorer ses résultats en matière de collecte de taxes et d'impôts. Toutefois, elle relève que des défis demeurent.

Pour l'institution de Bretton Woods, les perspectives macroéconomiques sont "positives à l'échelle mondiale", dans ce contexte de forte augmentation des recettes fiscales et de début de consolidation budgétaire en 2023. Les administrateurs ont donc exprimé leur gratitude pour l'augmentation récente des revenus fiscaux, principalement grâce aux résultats de l'Office togolais des recettes (OTR). À titre d'exemple, l'OTR a récolté 515 milliards FCFA, ce qui représente plus de la moitié de son objectif annuel de 1048 milliards FCFA. Un montant qui représente une augmentation de 39 % comparé à la même période en 2023. Quant aux recettes non fiscales,

on note également une augmentation significative.

Selon le FMI, il est nécessaire d'adopter « d'autres mesures, telles que des mesures de politique fiscale et de gestion des recettes ». Pour améliorer l'inclusion sociale, une approche pourrait englober des mesures de soutien social telles que les transferts monétaires (comme le programme « Novissi » pendant la pandémie de Covid 19). L'enjeu demeure le renforcement de la collecte des impôts tout en apportant un soutien aux populations les plus démunies.

Néanmoins pour l'institution de Bretton Woods, des défis persistent. En particulier, on peut citer

l'augmentation de la dette publique qui représente une faiblesse en vue de la stabilité budgétaire à long terme, la possibilité d'une intensification du terrorisme, notamment dans la région septentrionale du pays, les obstacles à l'obtention d'un financement régional abordable sur le marché Umoa, ainsi

consolidation budgétaire favorable à la croissance pour garantir la viabilité de la dette et générer des marges budgétaires. On recommande tout de même l'amélioration de la gestion des recettes fiscales et la perspective d'une stratégie budgétaire globale qui prenne en compte à la fois les impôts et dépenses. En mars dernier, le conseil

mois d'un montant de 390 millions de dollars en faveur du Togo. L'accord permettra d'accélérer la réduction de la pauvreté, de préserver la stabilité macroéconomique et de mobiliser des financements extérieurs supplémentaires. Une démarche qui profitera au Togo et contribuera ainsi à la stabilité macroéconomique et externe de la région



Mission d'évaluation des politiques publiques du FMI au Togo du 29 novembre au 08 décembre 2024 à Lomé (Image d'archives)

que les difficultés dans le domaine bancaire. De plus, il est recommandé à l'Etat togolais d'opérer une

d'administration du FMI a approuvé au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) un accord de 42

de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), selon le FMI.

E. A

PIA

Une responsabilité sociétale de l'Entreprise en soutien à l'action climatique

Engagée dans le développement industriel du Togo, la PIA filiale du groupe Arise IIP reste sensible aux préoccupations environnementales en agissant sur le levier de sa responsabilité sociétale. C'est dans ce sens que le groupe soutient divers projets dont notamment en août dernier la 3ème édition du Camp climat jeunes Afrique (CCJA).

Tenu du 12 au 19 août dans les communes de Vo 3 et Kozah1, dans les régions Maritime et de la Kara au Togo, ce camp était axé sur l'adaptation au climat et l'inclusion sociale. Organisé par Volontaire international pour la vie associative et sociale-les Fermiers du monde (VIVAS-FM), le Camp climat jeunes Afrique (CCJA) a été marqué par diverses activités environnementales et éducatives. Les participants ont procédé à la plantation de 5 000 arbres pour promouvoir la reforestation. Ils ont également participé à des événements de jogging écologique pour sensibiliser à la durabilité environnementale. Des initiatives de nettoyage visant à maintenir des espaces urbains propres et sains, ont été aussi menées par les bénéficiaires de ce camp. De plus, des ateliers sur la cohésion

sociale, la production de biochar à partir de déchets, la fabrication de foyers améliorés et la création de pavés à partir de pneus usagés, ont permis aux participants de repartir chez eux avec de véritables connaissances acquises.

Pour la PIA, le maintien de normes

Environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) élevées est le meilleur moyen d'atténuer le risque climatique. Elles permettent aussi de créer de la valeur grâce à de meilleurs systèmes de gouvernance, de générer des résultats sociaux positifs et de réduire l'impact de des activités environnementales sur les communautés. Ainsi pour créer une bonne relation avec la communauté, la PIA se base sur ces stratégies d'engagement des parties prenantes en vue de contribuer à une meilleure



Camp climat jeunes Afrique (CCJA), au 19 août 2024 dans les communes de Vo 3 et Kozah1

prise en compte des enjeux actuels. En soutenant ces actions qui se trouvent en parfaite affinité avec son engagement RSE, la PIA, filiale Togo du groupe Arise IIP veut être un acteur majeur autant dans le développement national que local. Elle vient ainsi apporter des changements

positifs et durables dans la vie de la communauté.

Zone industrielle intégrée installée sur plus de 455 ha, la PIA est axée sur la création des florissantes chaînes de valeur allant de l'approvisionnement en matières premières, à la transformation des

ressources (fabrication) et à l'exportation de produits finis. La PIA vise à fournir aux investisseurs une passerelle pour intégrer le paysage africain en leur fournissant les infrastructures et un climat propice aux affaires.

Edy Alley



Au Togo

Droits de l'homme et oeuvres sociales font bon ménage

« Les droits de l'homme, aussi appelés droits humains ou droits de la personne, sont un concept selon lequel « tout être humain possède des droits universels, inaliénables, quel que soit le droit en vigueur ou d'autres facteurs locaux tels que l'ethnie, la nationalité ou la religion ». Pour faire respecter les droits de l'homme dans le domaine social, plusieurs mécanismes sont mis en place. »

Le Togo attache vraiment un grand prix aux droits de l'homme inhérents à tous les êtres humains et qui reposent sur le respect de la dignité et la valeur de chaque

et de la DAAPD+10 a été validé à Lomé en mi-août 2023, faisant suite à l'engagement du Togo à Addis-Abeba pour la population et le développement. Le point

et de la révision décennale du plan d'action de la Déclaration d'Addis-Abeba sur la population et le développement (DAAPD+10), validé en mi-août 2023. Le rapport intervient 10 ans après l'engagement d'Addis-Abeba pour la population et le développement. Il permet d'examiner les progrès enregistrés, les réalisations, les défis ainsi que les contraintes et les leçons apprises depuis 2014. Sur la décennie 2014-2023, le rapport

féminines. Le pays peut par ailleurs se targuer de bien promouvoir la jeunesse et de faciliter l'insertion professionnelle ainsi que la prise en charge des personnes vulnérables. Par-dessus tout, sur le plan politique, il y a eu un renforcement de la démocratie ainsi qu'une représentativité active des femmes dans l'action gouvernementale et parlementaire. On estime la part de femmes dans les fonctions dirigeantes à au moins 70% depuis un moment maintenant. Selon le rapport "les Femmes, l'entreprise et le droit 2020" de la Banque mondiale, les femmes au Togo se voient accorder 84% des droits reconnus aux hommes. Aujourd'hui, la tête de l'Assemblée nationale et celle du Premier ministre sont occupées par des femmes, ce qui n'était jamais arrivé dans l'histoire sociopolitique du pays.

Fonds de relance pour tonifier les activités socioéconomiques

Le succès que connaît depuis près d'une décennie le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) est caractéristique de la pertinence de la politique d'inclusion financière au Togo. Le

des prestataires de services financiers (PSF) décentralisés. Il satisfait les besoins de produits financiers de proximité, exprimés par les communautés n'ayant pas accès à des services financiers classiques.

En termes de réalisations, ce sont plus de 109 milliards de francs CFA de crédits qui ont été octroyés à plus de 1,8 million de personnes par le FNFI entre son lancement (2014) jusqu'à présent. À côté d'AgriSef, Ajsef ou encore Apsef, l'un des produits est le Fonds de relance. Lancé en 2020, c'est un outil dont l'exécutif s'attend qu'il renforce la résilience des entreprises dont les activités économiques ont été impactées par la pandémie de la Covid-19.

La dotation financière y relative est de 20 milliards de francs. Les bénéficiaires (pouvant être issus de tous les secteurs d'activités) peuvent avoir droit jusqu'à 10 millions de francs à 5 % de taux d'intérêt. Moins de 03 ans après son lancement, l'engouement qu'il suscite auprès des opérateurs économiques se traduit par un bilan de 1,16 milliard de crédits déjà débloqués.



personne. Juridiquement, il existe plusieurs outils qui promeuvent le bien-être des personnes vulnérables sur le territoire. Sur le plan social et économique, des mécanismes sont mis en place dont l'un est le projet d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables (EJV).

En quatre ans d'activités, 14 415 jeunes bénéficiaires ont été enregistrés. Parmi eux, 14 023 personnes ont élaboré leur plan d'affaires et 13 135 jeunes ont eu droit à une subvention de 60 000 francs CFA pour démarrer ou étendre leurs activités génératrices de revenus. Aussi, 225 centres d'alphabétisation fonctionnelle ont été créés, permettant de former 6 884 jeunes. 200 microprojets sont réalisés à travers les Travaux à haute intensité de main-d'œuvre (Thimo). Le programme EJV a été financé à hauteur de 09 milliards de francs CFA.

Un rapport de la CIPD+30

fait mention des progrès significatifs réalisés par le pays au cours des 10 dernières années en matière de la sécurité, de respect des droits humains, d'égalité et d'équité. Il y a également un mieux-être dans les domaines de l'éducation, de l'autonomisation des femmes, de la lutte contre les violences basées sur le genre, de la promotion de la jeunesse et de l'insertion professionnelle, et surtout de la prise en charge des personnes vulnérables.

Droits humains : quoi de notables ?

Plusieurs programmes, initiatives sociales ou outils sont promus par les officiels pour que les droits humains ne soient pas piétinés, qu'il s'agisse de ceux des enfants ; des femmes ; des personnes âgées, handicapées, pauvres et donc vulnérables, etc. Il s'agit de celui du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD+30)

susmentionné indique que des progrès vraiment significatifs ont été réalisés par le Togo en ce qui concerne la sécurité, le respect des droits humains, de l'égalité et de l'équité.



L'état des lieux est également satisfaisant dans les domaines de l'éducation, de l'autonomisation des femmes, de la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et des mutilations génitales

gouvernement stimule le développement à travers ces aides décisives pour toutes les couches socioprofessionnelles. Le FNFI est un mécanisme de financement qui renforce les capacités financières et opérationnelles

Sur l'ensemble du territoire, surtout auprès des agents économiques exclus du système financier classique, le produit solidifie les capacités financières et les possibilités de croissance d'activité. Le

LES RÉFORMES

FNFI enregistre un taux global de remboursement de 95 % ; ce qui témoigne aussi de la contribution du mécanisme à la performance financière des bénéficiaires.

Retombées économiques

C'est en définitive le vœu d'une croissance économique inclusive et durable qui est en passe de se réaliser, selon les ambitions affichées par le gouvernement. Pour maintenir la progression, les pouvoirs publics se fixent des caps. Il est question de toucher d'ici à 2025 au moins 225 000 bénéficiaires supplémentaires dans tout le pays, avec les différents produits qui sont une quinzaine aujourd'hui. Une revue nationale de mise en œuvre des réformes au premier semestre a été faite en mi-août 2023 à Lomé. Les

principales conclusions tirées sont que le pays est sur la bonne voie dans son processus d'amélioration du bien-être.

Il ressort que les activités des réformes ont atteint un taux de réalisation physique de 47 %, pour une exécution financière de 28 % au premier semestre de l'année 2023. Elles boostent la croissance économique et touchent la gestion des finances publiques, l'agriculture, la santé, l'éducation, le numérique, le foncier, l'environnement, la décentralisation, l'emploi, le social avec un accent sur le développement du secteur privé.

Grâce à cet élan de modernisation, le pays connaît une amélioration du fonctionnement et de la performance de chaque secteur socioéconomique, ainsi qu'un maintien du

cadre macroéconomique et budgétaire sain. Ce sont autant de prouesses qui sont confirmées par les

résultats de l'évaluation des politiques et des institutions (CPIA) de la Banque mondiale. Depuis 2016, le Togo a de meilleures progressions dans ces évaluations,

passant de 3 à 3,7 % en 2022, soit un gain de 0,7 point.

Les réformes ont permis au Togo d'enregistrer une évolution favorable de la conjoncture économique sur les 04 premiers mois de l'année. Ainsi, le Produit intérieur brut (PIB) est passé à 6,6 % en 2023, contre 5,8 % en 2022 et 6 % en 2021.

De plus, le taux d'inflation a baissé à 5,8 % fin mai 2023, contre 8 % en 2022. Enfin, le taux d'endettement public est passé à 60 % fin mars, contre 66 %

grâce à la solidité du budget national qui a connu une légère augmentation en 2023. Il s'établit en recettes et dépenses à 1 957,9 milliards de francs CFA, contre 1 875,8 milliards dans la Loi de finances rectificative 2022. Cela traduit une hausse de 4,4 %. Au premier trimestre de l'année, le montant total des dépenses dans ce budget s'élevait déjà à 451,53 milliards de francs CFA, soit 23,11 % de la prévision annuelle. Il faut comprendre par-



à fin décembre 2022, en dessous de la norme communautaire plafond de 70 %.

La réalisation de ces réformes est possible

là un accroissement des dépenses, ce qui reflète les efforts indéfectibles du gouvernement pour tendre la main aux populations.

Attipoe Edem Kodjo

En un clic,
payez votre
TVM
par

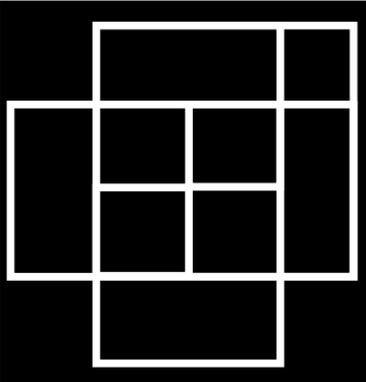
TMoney **Orange Money**

sur l'application
OTR TVM
Disponible sur Google Play

OTR

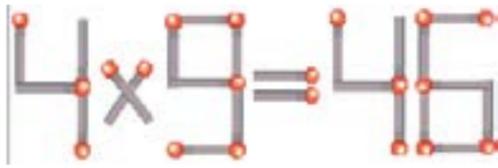
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Enigmes

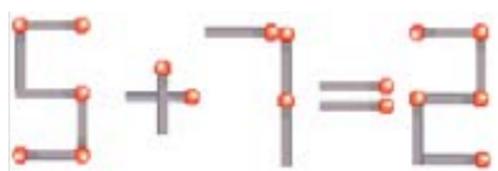


Combien y a-t-il de carrés?
Combien y a-t-il de rectangles?

Enlève 2 allumettes pour arranger cette équation



Déplacez une allumette pour rendre ce calcul correct



Blagues

Ma soeur, tu as la bague de fiançailles au doigt depuis 5 ans sans mariage; ma chérie, il faut la jeter car ton doigt n'est pas un porte-clés.

Mon voisin a quitté son domicile depuis deux semaines et il a dit à sa femme qu'il est en mission en FRANCE.
Sa femme vient de trouver son "PASSEPORT" dans le tiroir chez eux.
Comment va t-il rentrer maintenant ?

En pleine prière, les filles tombent à l'église et ferment encore les jambes... je me demande ce qu'elles cachent en la présence du seigneur ?

Je somnolais pendant le culte à l'église et j'entends debout, je me lève et la salle m'acclame puis après j'entends qui d'autre va donner 5 millions ?

«

L'homme n'est rien. Aimons-nous vivants. Moins de place à l'arrogance, car tôt ou tard, milliardaires et misérables seront des voisins au cimetière.

»

Réflexion

Chaque matin on s'en va à nos occupations tout en ayant à l'esprit qu'un beau jour ce pourquoi on se batte deviendra réalité. Parfois, les difficultés et les peines du travail nous fait douter le soir. Et on se demande si nous pouvons atteindre nos objectifs ? C'est normal que nous ayons de tel doute mais on doit toujours être positif et croire que demain sera meilleur qu'aujourd'hui.

Narutino de Dios

Photo du jour



Commentez la photo ci-dessus

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédrzanawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédrzanawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB)

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA: Salle GYM TONIC.

COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME);

Tél: 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine);

Tél: 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)

Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)

Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél: 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE: Tél: 22 22 66 11

TOGO TELECOM: Tél: 22 21 47 14

SANTÉ GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédrzanawé); Tél: 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»

Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss);

Tél: 90 04 76 60

GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70

Nouveau
 iZi'Wik, ça
 déloge !

#Ose
 Passer
 À l'Action!

G-COM

2Go
 à 1000F

Tape ***400*2*1#**

0,5F / Mo Validité 7j

Option 3

Un monde nouveau vous appelle.

Moov
 Africa

Changement climatique

L'Afrique demeure une victime innocente marginalisée

Alors que l'augmentation des températures en Afrique est légèrement supérieure à la moyenne mondiale, le continent doit supporter une charge de plus en plus lourde liée au changement climatique et des coûts disproportionnés pour l'adaptation essentielle au climat.

En moyenne, les pays africains perdent de 2 à 5% de leur Produit intérieur brut (PIB) et nombre d'entre eux consacrent jusqu'à 9% de leur budget à la lutte contre les phénomènes climatiques extrêmes. Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le coût de l'adaptation est estimé entre 30 et 50 milliards de dollars par an au cours de la prochaine décennie en Afrique subsaharienne, soit 2 à 3% du produit intérieur brut de la région.

Investissement dans l'adaptation et la résilience

D'ici à 2030, jusqu'à 118 millions de personnes extrêmement pauvres (vivant avec moins de 1,90 dollar par jour) seront exposées à la sécheresse, aux inondations et aux chaleurs extrêmes en Afrique, si des mesures d'adaptation adéquates ne sont pas mises en place. Selon les chiffres cités dans le rapport intitulé « L'état du climat en Afrique 2023 », cela fera peser une charge supplémentaire sur les efforts de lutte contre la pauvreté.

Le développement résilient au climat en Afrique nécessite des investissements dans les infrastructures hydrométéorologiques et les systèmes d'alerte précoce afin de se préparer à l'escalade des événements dangereux à fort impact.

« Le rapport sur l'état du climat en Afrique 2023 souligne l'urgence d'investir dans les services météorologiques et les systèmes d'alerte précoce afin de faciliter l'adaptation au changement climatique et de renforcer la résilience en Afrique. Alors que les effets du changement climatique continuent de se manifester à l'échelle

mondiale, le continent africain se trouve à un tournant décisif », a affirmé dans un communiqué, Josefa Leonel Correia Sacko, commissaire à l'Agriculture et à l'Environnement durable à la Commission de l'Union africaine.

Cette situation aggrave une crise humanitaire déjà préoccupante

Ces derniers développements interviennent alors que l'Afrique reste très vulnérable au changement climatique, bien qu'elle ne contribue qu'à hauteur de 4% environ aux émissions mondiales de gaz à effet de serre. À ce sujet, le document note que le taux d'élévation du niveau de la mer autour de l'Afrique était proche ou légèrement supérieur au taux moyen mondial de 3,4 mm par an. Le taux d'élévation du niveau de la mer le plus élevé a été observé dans la mer rouge, atteignant 4,1 mm par an.

En outre, 2023 a été l'une des trois années les plus chaudes depuis 124 ans en Afrique. Le continent africain s'est réchauffé à un rythme légèrement plus rapide que la moyenne mondiale, à raison d'environ +0,3°C par décennie entre 1991 et 2023. La température moyenne a été supérieure de 0,61°C à la moyenne 1991-2020 et de 1,23°C à la moyenne à long terme 1961-1990.

« Au cours des 60 dernières années, l'Afrique a observé une tendance au réchauffement plus rapide que la moyenne mondiale. En 2023, le continent a connu des vagues de chaleur meurtrières, de fortes pluies, des inondations, des cyclones tropicaux et des sécheresses prolongées. Cette situation aggrave une crise humanitaire déjà

désespérée », a déclaré Celeste Saulo, secrétaire générale de l'OMM.

Les sécheresses pluriannuelles dans le Nord-Ouest de l'Afrique

Selon l'OMM, les anomalies de température les plus élevées en 2023 ont été enregistrées dans le Nord-Ouest de l'Afrique, en particulier au Maroc, dans les régions côtières de la Mauritanie et dans le Nord-Ouest de l'Algérie. Tunis, la capitale de la Tunisie a atteint un record de 49,0°C et Agadir, au Maroc, a atteint une nouvelle température maximale de 50,4°C.

Plusieurs pays, dont le Mali, le Maroc, la République-Unie de Tanzanie et

personnes.

Des inondations extrêmes

Des régions présentant un déficit pluviométrique marqué comprennent la partie occidentale de l'Afrique du Nord et du Nord-Ouest, la Corne de l'Afrique, certaines parties de l'Afrique australe, notamment la Zambie, le Zimbabwe, le Botswana et la majeure partie de la Namibie. En outre, Madagascar, le centre du Soudan, le Nord de l'Éthiopie et l'Ouganda ont connu des précipitations inférieures à la normale.

L'Afrique de l'Ouest a connu une saison des pluies de mousson normale ou précoce. Les

toujours portées disparues. Au Mozambique, 165 autres décès ont été signalés. En septembre et octobre, environ 300 000 personnes ont été touchées par des inondations dans 10 pays, le Niger, le Bénin, le Ghana et le Nigeria étant les plus touchés.

Impacts du climat sur l'agriculture et la sécurité alimentaire

Les extrêmes climatiques, notamment les inondations et les sécheresses, ont eu un impact majeur sur la sécurité alimentaire. La production céréalière de l'Afrique du Nord en 2023 était inférieure d'environ 10% à la moyenne quinquennale, estimée



Le changement climatique impacte négativement la vie des populations africaines

l'Ouganda, ont enregistré l'année la plus chaude de leur histoire. Des vagues de chaleur extrêmes en juillet et en août ont touché l'Afrique du Nord.

Certaines régions du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, du Nigéria, du Cameroun, de l'Éthiopie, de Madagascar, de l'Angola, de la Zambie, du Zimbabwe et de la République démocratique du Congo ont connu une grave sécheresse en 2023. La Zambie a connu la pire sécheresse de ces 40 dernières années, touchant huit provinces sur dix et environ six millions de

précipitations ont été nettement supérieures à la normale en Angola et dans les régions côtières au Nord nord du golfe Golfe de Guinée. Certaines parties du Kenya, de la Somalie et de l'Éthiopie ont connu des inondations importantes et généralisées, avec plus de 350 morts et 2,4 millions de personnes déplacées pendant la saison des pluies d'avril à juin.

Au moins 4.700 décès confirmés en Libye ont été attribués aux inondations qui ont suivi le cyclone méditerranéen "Storm Daniel" en septembre, et 8.000 personnes sont

à 33 millions de tonnes en 2023, soit une récolte similaire à celle de l'année précédente, déjà frappée par la sécheresse.

Les précipitations irrégulières et la situation générale d'insécurité ont maintenu la production céréalière à des niveaux inférieurs à la moyenne dans les parties septentrionales de la sous-région, notamment au Soudan, au Sud-Soudan, dans la région de Karamoja en Ouganda, en Érythrée, en Éthiopie, ainsi que dans le centre et l'Ouest du Kenya.

Edem Dadzie

DU 1^{er} JUILLET AU 31 OCTOBRE

PRÊT SCOLAIRE 0% TAUX D'INTÉRÊT

Disponible en 24h

PLUS DE SOUCIS pour la rentrée scolaire de nos enfants.

Jusqu'à 5 mois du salaire net* RDV EN AGENCE

CORIS BANK

*Offre soumise à conditions

3^{ème} édition de la semaine de l'Enseignement technique et professionnel

Les lauréats outillés sur l'élaboration et l'exécution d'un projet entrepreneurial

Pour permettre aux élèves de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle d'éclorer leur savoir-faire en devenant de vrais acteurs de développement, le gouvernement ne manque pas d'initiatives. Dans le cadre de la 3^{ème} édition de la Semaine de l'Enseignement technique et professionnel, 50 lauréats seront outillés sur l'élaboration et l'exécution d'un projet entrepreneurial. Le lancement de cette formation a été fait, ce mardi 10 septembre à Lomé.

qui seront capables de construire le monde de demain, et d'apporter des solutions innovantes aux défis de notre temps ». Ainsi pendant 10 jours, ces élèves lauréats seront

participer à la résolution des problèmes des populations. C'est de cette façon que cette oeuvre deviendra marchande pour pouvoir leur permettre de créer leur entreprise », a indiqué le formateur des lauréats, Komi Bahe. De plus, ces élèves seront amenés à repauser leurs oeuvres pour mieux répondre au besoin social, à élaborer un modèle d'affaires et déterminer le coût des créations. Ils seront aussi amenés à mettre autour de leur oeuvre un système commercial ou un marketing qui pourra captiver.

que l'on maintienne cette dynamique et qu'on fasse en sorte qu'il y ait une sorte d'émulation », a affirmé le secrétaire exécutif du FNAFPP, Koffi Tchankoni. Cette formation se tient grâce à l'accompagnement du Fonds national d'apprentissage de formation et de perfectionnement professionnel (FNAFPP). « Les ressources du FNAFPP sont affectées aussi bien pour le privé mais également le secteur informel pour les amener aussi à sortir de leur secteur pour devenir formel et contribuer par ricochet aux ressources du (FNAFPP) ».

Ces élèves ayant fait preuve d'ingéniosité lors de la semaine de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle, ont suscité l'intérêt du Fonds national d'apprentissage de formation et de perfectionnement professionnel (FNAFPP).

La 3^{ème} édition de la Semaine de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (ETFP) a été lancée le 20 février dernier à Dapaong dans la région des Savanes. Sous le thème : « Consolider le partenariat public-privé pour une main d'oeuvre qualifiée et une meilleure employabilité des sortants », cet événement meublé de différentes activités sur toute l'étendue du territoire national a permis de dégager les 50 lauréats. Cette Semaine a été initiée en 2022 et vise principalement à améliorer la visibilité des offres de formations techniques et d'insertion professionnelles dispensées dans le pays.

E. Alley



Lancement de la formation de 50 lauréats sur l'élaboration et l'exécution d'un projet entrepreneurial, ce mardi 10 septembre à Lomé

En se démarquant lors de la 3^{ème} édition de la Semaine de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle par leur génie créateur, les lauréats grâce à l'appui du gouvernement vont acquérir de nouvelles capacités. L'exécutif veut ainsi faire de ces lauréats de vrais artisans capables d'induire un changement positif dans la résolution des problèmes

communautaires. Pour le ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage (METFA), Issac Tchiakpe « le sous-secteur de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'apprentissage constitue l'un des piliers essentiels pour le développement économique de notre pays, car nous formons des hommes et des femmes

formés en technique d'élaboration et d'exécution d'un projet entrepreneurial. « Il s'agit principalement d'amener ces jeunes à l'éveil entrepreneurial. C'est vrai qu'ils ont le génie mais comment transposer leur oeuvre en oeuvre utile à la société, capable de satisfaire à un besoin de la société ? Alors nous allons donc les amener à identifier dans la société, comment leur oeuvre peut

BULLETIN D'ABONNEMENT

Vous êtes un annonceur, un privé, une agence conseil en communication ou un homme d'affaires! Vous avez besoin d'une communication dans le journal Togo Matin?

BP: 30117 Lomé-Togo
 Tél: 97 87 12 42
 Facebook: togomatin
 E-mail: atogomatin@gmail.com
 Site web: www.togomatin.tg
 tw: @togomatin1

Abonnez-vous au journal quotidien TOGO MATIN !

Souhaitez-vous vous abonner au journal Togo Matin ou l'offrir à un (e) ami (e) ou à vos proches?

Nom ou raison sociale:
 Profession ou activité:
 Adresse: / BP:
 Tél: / E-mail:

▶ Je m'abonne

① Abonnement mensuel:	5.000 FCFA
② Abonnement trimestriel:	15.000 FCFA
③ Abonnement semestriel:	20.000 FCFA
④ Abonnement annuel:	40.000 FCFA



HORAIRES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DES PARCS DE VEHICULES D'OCCASION

Lundi à vendredi :
07h30 à 17h30

Samedi :
08h00 à 16h00

